

ACCÉLÉRONS LE MOUVEMENT

GROS PLAN SUR LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE



Faute d'un accès universel à des soins de qualité, des millions de personnes meurent chaque année de maladies que l'on peut prévenir et guérir. Le sida, la tuberculose et le paludisme continuent de faire des ravages au sein des familles et des communautés. Pour concrétiser l'objectif de développement durable n° 3 qui vise à permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être, nous devons à la fois en finir avec ces trois maladies et mettre en place des systèmes de santé plus solides capables d'assurer une couverture sanitaire universelle.

La couverture sanitaire universelle vise à faire en sorte que tout le monde, partout, ait accès à des services de santé de qualité sans subir de difficultés financières. Cela nécessite d'éliminer les obstacles à la santé et d'améliorer l'accessibilité, notamment financière, et la qualité des systèmes de santé. Conscients de l'importance d'une couverture sanitaire universelle pour promouvoir l'équité, la sécurité sanitaire mondiale, le développement et la croissance, les dirigeants du monde entier ont intégré dans les objectifs de développement durable ce concept qui englobe la protection contre les risques financiers, un accès à des soins essentiels de qualité ainsi qu'un accès à des médicaments et à des vaccins sûrs, efficaces, de qualité et abordables pour tous.

La stratégie du Fonds mondial pour la période 2017/2022 nous engage à soutenir la mise en place de systèmes résistants et pérennes pour la santé ainsi qu'à promouvoir et à protéger les droits humains et l'égalité de genre – deux piliers essentiels de la couverture sanitaire universelle.

1 MILLIARD DE PERSONNES

dans le monde n'ont pas accès aux soins de base. En Afrique et en Asie du Sud-Est, une famille sur trois doit emprunter de l'argent ou vendre des biens pour pouvoir accéder aux soins essentiels.

METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES RÉSISTANTS ET PÉRENNES POUR LA SANTÉ

Lorsqu'il investit dans les systèmes d'information sanitaire en République démocratique du Congo, l'assurance-maladie en Thaïlande, les services de santé de proximité en Éthiopie ou les chaînes d'approvisionnement en Tanzanie, le Fonds mondial finance les éléments clés de systèmes pérennes pour la santé, qui constituent les fondements de la couverture sanitaire universelle. Les systèmes pour la santé ne se limitent pas à des établissements de soins, mais s'ancrent profondément dans les communautés et permettent de toucher les personnes qui ne se rendent pas

systématiquement dans des cliniques ou des hôpitaux, notamment les personnes vulnérables et marginalisées. Les systèmes pour la santé sont axés sur la population et non sur les maladies.

Avec un milliard de dollars US consacrés chaque année au renforcement des systèmes de santé, le Fonds mondial est le principal investisseur multilatéral dans la mise en place de systèmes pérennes pour la santé. Il investit dans l'amélioration des capacités d'achat et des chaînes d'approvisionnement, le renforcement des systèmes d'information et de la capacité à exploiter les données collectées, la formation de professionnels de santé qualifiés, la mise en place d'actions et de systèmes communautaires plus solides et la promotion d'une prise en charge globale plus intégrée et centrée sur l'individu tout au long de la vie.

Un nouveau mécanisme de financement à effet catalyseur permettra de soutenir des activités novatrices qui vont amplifier les programmes en cours dans de multiples domaines : intégration de la prestation de services, qualité et utilisation des données, ressources humaines pour la santé, gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement et amélioration de la gouvernance dans le secteur de la santé.

UNE PRESTATION DE SOINS INTÉGRÉE

Le Fonds mondial finance des programmes par l'intermédiaire de centres de prestation de services existants ou nouvellement créés – à la fois dans des établissements de soins primaires et au sein des communautés – qui proposent toute une série de services en dehors du VIH, de la tuberculose et du paludisme. La prestation de soins intégrée vise à réduire les facteurs d'inefficacité et à améliorer l'état de santé général des populations.

Par exemple, les services de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, de diagnostic précoce du VIH chez le nourrisson, de dépistage de la tuberculose chez les femmes enceintes et les enfants, de protection des femmes enceintes et des nourrissons contre le paludisme pendant la grossesse, doivent être conçus et mis en œuvre comme des éléments d'une stratégie intégrée visant à renforcer la prise en charge globale prénatale et postnatale.

Des équipements de laboratoire abordables sont indispensables pour améliorer l'état de préparation face aux maladies et parvenir à une couverture sanitaire universelle.

Les investissements du Fonds mondial financent l'amélioration des services de laboratoire intégrés de l'Ouganda ainsi que le modèle « en étoile » du pays. Sur l'ensemble du territoire, des pôles centralisés ont été mis en place pour couvrir l'ensemble des établissements de santé dans un rayon de 40 km grâce à un réseau intégré de transport d'échantillons. Ces pôles ont permis d'améliorer l'accès aux services de diagnostic néonatal précoce et de faire baisser les coûts de transport de 62 pour cent avec pour effet un raccourcissement spectaculaire de 47 pour cent des délais entre le prélèvement des échantillons et la communication des résultats d'analyse. Le modèle en étoile est désormais utilisé pour d'autres maladies que le VIH, la tuberculose et le paludisme.



**DR TEDROS ADHANOM
GHEBREYESUS**
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMS

« La principale question à ce sujet est d'ordre éthique. Acceptons-nous que notre prochain puisse mourir parce qu'il est pauvre ? Ou que des millions de familles soient acculées à la pauvreté du fait de dépenses de santé exorbitantes et du manque de protection contre le risque financier ? La couverture sanitaire universelle est un droit fondamental de la personne. »

ÉLIMINER LES OBSTACLES AUX SOINS

Trop souvent, les personnes les plus vulnérables aux maladies sont les mêmes que celles affectées par l'inégalité de genre, le rejet social ou la discrimination. Le Fonds mondial et ses partenaires cherchent à éliminer ces obstacles en investissant dans des programmes sur les droits humains qui tiennent compte du genre, en favorisant une plus grande participation des

communautés à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des programmes, et en améliorant la viabilité financière des services de santé. Dans le cadre de l'initiative « Lever les obstacles », il apporte un soutien intensif à 20 pays – notamment des fonds supplémentaires à hauteur de 45 millions de dollars US – afin de mettre en œuvre à très grande échelle des programmes fondés sur des données probantes visant à éliminer les obstacles liés aux droits humains qui empêchent d'accéder aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Pour mettre fin aux épidémies et assurer la sécurité sanitaire mondiale, les régimes d'assurance maladie des pays en développement doivent prendre en charge le VIH, la tuberculose et le paludisme dans le cadre d'une couverture abordable. Au Rwanda, des partenaires ont utilisé des subventions du Fonds mondial pour subventionner les primes d'assurance maladie et les restes à charge des deux millions de Rwandais les plus pauvres. De son côté, la Thaïlande propose son assurance maladie nationale à des travailleurs migrants en règle et le pays essaie d'étendre ces services aux travailleurs sans papiers.

À mesure que les pays s'affranchissent du soutien du Fonds mondial pour financer eux-mêmes leurs systèmes de santé, les partenaires concentrent leurs efforts sur les populations-

clés afin de s'assurer qu'elles ne seront pas laissées pour compte dans la marche vers une couverture sanitaire universelle. Ainsi, le Maroc prévoit d'accroître la protection de l'assurance maladie pour les personnes qui vivent avec le VIH, tandis que la République dominicaine est en train d'œuvrer pour inclure les traitements antirétroviraux dans les prestations de sécurité sociale.

DES SOURCES DE FINANCEMENT NATIONALES

En définitive, la responsabilité de mettre en place une couverture sanitaire universelle incombe aux autorités nationales, qui ont considérablement augmenté leurs propres investissements dans le secteur de santé. Les exigences de cofinancement imposées par le Fonds mondial ont accéléré ce processus. En effet, les subventions du Fonds mondial sont généralement assorties d'une obligation pour le pays récipiendaire d'engager des ressources nationales supplémentaires dont la valeur est comprise entre 15 et 30 pour cent de la somme allouée. Ce mécanisme s'est avéré incroyablement efficace pour encourager la hausse des investissements nationaux dans la santé. De fait, les engagements en matière de cofinancement ont augmenté de 41 pour cent par rapport à la période 2015/2017.



Avec l'appui du Fonds mondial et d'autres partenaires, le Kenya a considérablement développé l'offre de services intégrés dans le cadre des efforts déployés pour aboutir à une couverture sanitaire universelle d'ici 2022. Le Fonds mondial a soutenu l'intégration des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et a optimisé les liens existants entre d'autres programmes de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose.

Cependant, malgré cette augmentation encourageante des ressources nationales allouées à la santé, celles-ci varient largement selon les pays. De nombreux pays à faible revenu restent dépendants de l'aide internationale pour pallier le faible niveau de leurs ressources. Peu d'États africains satisfont aux objectifs de la Déclaration d'Abuja visant à allouer 15 pour cent des investissements publics au secteur de la santé.

Le Fonds mondial collabore avec d'autres organismes de financement de la santé mondiale, dont Gavi, l'OMS et le Mécanisme de financement mondial, dans le cadre d'un financement durable du Plan d'action mondial. Il travaille également avec l'Union africaine et la Banque mondiale à faire en sorte que les pays puissent plus rapidement être à même de mobiliser des ressources nationales supplémentaires, d'accorder une priorité accrue aux dépenses de santé et d'améliorer l'efficacité et l'équité des investissements dans ce secteur.



Le Rwanda s'est servi des investissements de partenaires du développement comme le Fonds mondial pour renforcer ses infrastructures sanitaires en développant un système de soins primaires complètement intégré. Aujourd'hui, le Rwanda est un modèle pour d'autres pays engagés dans une transformation majeure des prestations de santé. Avec 58 000 agents de santé communautaires formés et répartis dans les villages de l'ensemble du pays, une des clés de la réussite du Rwanda réside dans son modèle de gestion de la santé communautaire.

ACCÉLÉRONS LE MOUVEMENT

L'élimination des épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme à l'horizon 2030 est en ligne de mire, mais pas encore tout à fait à notre portée. Cependant, après des années de progrès remarquables, de nouvelles menaces – stagnation des financements, problème croissant de la résistance aux médicaments – sont venues freiner cette avancée. Nous arrivons à un moment décisif. Allons-nous intensifier la lutte ou relâcher notre vigilance ? Pour le prochain cycle triennal, le Fonds mondial s'est fixé pour objectif de récolter au moins 14 milliards de dollars US. Cette somme permettra de sauver 16 millions de vies et de réduire de moitié les taux de mortalité imputables au VIH, à la tuberculose et au paludisme d'ici 2023, tout en construisant des systèmes plus solides pour la santé en vue de parvenir à une couverture sanitaire universelle. L'heure est venue d'intensifier la riposte.

À PROPOS DU FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial est une organisation du 21^e siècle conçue pour mettre plus rapidement un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Formant un partenariat entre les autorités publiques, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par les maladies, le Fonds mondial collecte et investit près de 4 milliards de dollars US par an à l'appui de programmes dirigés par des spécialistes locaux dans plus de 100 pays. En remettant en cause les obstacles et en adoptant des démarches novatrices, nous œuvrons ensemble à aider plus efficacement les personnes touchées par les maladies.

Mai 2019

theglobalfund.org